

**CONVENTION D'EXPLOITATION CONSECUTIVE AU TRANSFERT DE LA
CONCESSION FORESTIERE N° 1090**N° 0001 /CE/MINFOF/CAB du 02 JAN 2015

En application des dispositions de la Loi n° 94/01 du 20 Janvier 1994 portant Régime des Forêts, de la Faune et de la Pêche, du décret n° 95/531/PM du 23 Août 1995 fixant les modalités d'application du Régime des Forêts, de l'arrêté 0222 du 25 mai 2001 fixant les procédures d'élaboration, d'approbation, de suivi et de mise en œuvre des plans d'aménagement des forêts de production du domaine forestier permanent, sur accord du Premier Ministre, Chef du Gouvernement, une Convention d'Exploitation d'une concession forestière est passée entre:

Le Gouvernement de la République du Cameroun représenté par le Ministre chargé des Forêts,

d'une part;

ET

La **Société La Côtère Forestière (LCF) Sarl** BP 3187 Douala représentée par **Jules ESQUENET** en qualité d'Administrateur Directeur Général,

d'autre part.

Il a été convenu ce qui suit:

Article 1^{er}: DISPOSITIONS GÉNÉRALES

(1): La présente Convention d'Exploitation confère au concessionnaire le droit d'obtenir annuellement, pendant sa durée, une autorisation pour exploiter une assiette de coupe conformément aux textes en vigueur.

(2): La présente Convention d'Exploitation s'exerce sur un territoire de **97 123 ha** dans le Domaine Forestier Permanent désigné comme étant la concession forestière n° **1090** et dont les limites sont fixées par celles de l'Unité Forestière d'Aménagement n° **10 065** tel que décrit dans le plan de localisation.

Article 2: DURÉE DE LA CONVENTION

La présente Convention d'Exploitation est valide jusqu'à la date de la signature de la Convention Définitive d'Exploitation de la concession forestière n° 1090. 

Article 3: CONDITIONS D'EXPLOITATION

La présente Convention d'Exploitation est assortie d'un cahier des charges qui comprend les clauses générales et les clauses particulières que le concessionnaire s'engage à exécuter.

Article 4: Pour prétendre jouir du droit d'exploiter la concession forestière qui lui est attribuée, le concessionnaire s'engage à y effectuer, à ses frais, conformément aux normes en vigueur, et sous le contrôle technique de l'Administration chargée des Forêts, les travaux ci-après :

- la matérialisation des limites de la concession et des assiettes de coupe annuelles ;
- l'inventaire d'exploitation sur les superficies à couvrir chaque année ;
- l'élaboration du plan quinquennal de chaque Unité Forestière d'Exploitation ;
- l'élaboration du plan annuel d'opération de chaque assiette de coupe ;

Article 5: Le concessionnaire s'engage au cas où il n'est pas propriétaire d'une unité de transformation en propre, à mettre en place une unité de transformation du bois, en vue de la transformation des bois issus de cette concession forestière.

En cas de non réalisation des clauses portant sur la mise en place de l'unité de transformation du bois, le concessionnaire est déclaré défaillant et ne peut bénéficier de la concession forestière concernée.

Article 6: DISPOSITIONS SUR L'AMÉNAGEMENT

(1) **les prescriptions du plan d'aménagement de cette concession, déjà approuvé, devront être mises en œuvre.**

(2) conformément aux dispositions de l'arrêté 0222 du 25 mai 2001 fixant les procédures d'élaboration, d'approbation, de suivi et de mise en œuvre des plans d'aménagement des forêts de production du domaine forestier permanent, le concessionnaire devra déposer pour approbation :

- le plan de gestion quinquennal avant l'ouverture de chaque Unité Forestière d'Exploitation;
- le plan annuel d'opération avant l'ouverture de chaque assiette de coupe.

(3) : **en cas de révision du plan d'aménagement existant**, celle-ci devra se faire conformément aux dispositions de l'arrêté suscité.

Article 7: DISPOSITIONS SUR L'EXPLOITATION

(1): Le concessionnaire est tenu de respecter les prescriptions du plan d'aménagement de cette concession forestière approuvé.

(2): Il doit déposer chaque année à l'Administration chargée des Forêts, un rapport annuel d'intervention forestière un mois après la fin de l'exercice et, le rapport annuel d'opération de la société forestière au plus tard trois mois après la fin de l'année financière.

(3): Il est tenu de payer l'ensemble des charges fiscales conformément à la législation en vigueur.

Article 8: L'exécution intégrale des obligations prévues à la présente convention donne lieu à la délivrance par le Ministre chargé des Forêts, d'une attestation de conformité aux clauses de la Convention d'Exploitation en vue de l'obtention d'une Convention Définitive d'Exploitation.

Article 9:(1): L'inexécution des obligations de la présente convention entraîne au terme de sa période de validité, son annulation pure et simple.

(2): Toutefois, le Ministre chargé des Forêts se réserve le droit d'annuler la présente convention avant terme en cas d'irrégularités dûment constatées par une commission d'experts techniques désignée à cet effet, notamment le dépassement des limites des assiettes de coupe autorisées chaque année à l'exploitation, ou le non-paiement de l'ensemble des charges fiscales visées à l'article 7 alinéa 3 ci-dessus.

Article 10: ACCEPTATION

Le représentant de la société signataire de la présente convention déclare avoir pris connaissance de toutes les clauses et conditions de la convention d'exploitation incluant son cahier des charges et l'annexe sur la localisation de la concession qui en font partie intégrante et déclare en accepter sans réserve toutes les dispositions.

Article 12: Le Directeur des Forêts est chargé de contrôler l'exécution de la présente Convention d'Exploitation qui prend effet à compter de la date de signature./-

Fait à Yaoundé, le 10 2 JAN 2015

LU ET APPROUVÉ

POUR LA SOCIETE LCF

L'ADMINISTRATEUR DIRECTEUR GENERAL

Lui et approuvé

Jules ESQUENET



LE MINISTRE DES FORETS
ET DE LA FAUNE



Ngole Philip Ngwese

ANNEXE DE LA CONVENTION D'EXPLOITATION :
CAHIER DES CHARGES

CONCESSION FORESTIÈRE N° 1090

10 2 JAN 2015

TITULAIRE DE LA CONCESSION FORESTIÈRE :

Nom : Société La Côtière Forestière (LCF) Sarl
Adresse : BP 3187 Douala
Téléphone : 6 97 00 92 97 / 6 50 10 34 00

SUPERFICIE DE LA CONCESSION FORESTIÈRE : 97 123 ha

SITUATION DE LA CONCESSION FORESTIÈRE :

Région : Est
Département : Lom et Djerem
Arrondissements : Mandjou, Belabo
Communes : Mandjou, Belabo

DATE LIMITE DE VALIDITÉ : dès la signature de la
Convention Définitive d'Exploitation

Le présent cahier des charges comporte des clauses générales et des clauses particulières. Les clauses générales concernent les prescriptions techniques relatives à l'exploitation forestière et les prescriptions d'aménagement que doit respecter l'exploitant. Les clauses particulières concernent les charges financières et indiquent les obligations de l'exploitant en matière de transformation des bois, et celles liées au cahier de charge spécial pour les UFA situées à proximité des aires protégées.

A - CLAUSES GÉNÉRALES

Article 1er: L'exploitation forestière ne doit apporter aucune entrave à l'exercice des droits d'usage des villageois.

Article 2: Conformément aux prescriptions du plan d'aménagement approuvé, Les essences suivantes sont interdites à l'exploitation : *Andoung rose, Bossé F, Ekaba, Faro mezilli, Gombé.*

Article 3: Les autres essences seront exploitées suivant les diamètres minima d'exploitation fixés par essence et suivant les dispositions du plan d'aménagement.

Ce diamètre est pris à 1,30m du sol ou immédiatement au-dessus des contreforts.

Article 3: L'exploitant forestier doit inscrire à la peinture

- (1) Sur chaque souche après abattage: le numéro et la ligne du carnet de chantier ;
- (2) Sur chaque bille: le numéro et la ligne du carnet de chantier de même que le numéro d'ordre correspondant à la position de la bille par rapport à la souche en commençant par la bille de pied, ainsi que le numéro de la concession et sa marque personnelle.

Tout nouveau tronçonnage de bille implique la reproduction du même numéro de position suivi de la mention "bis" ou "ter" suivant le cas.

Article 4: Toutes les étapes d'exploitation forestière et d'aménagement doivent être réalisées en respectant les Normes d'intervention en milieu forestier.

Article 5: L'usage du feu est interdit pour abattre des arbres.

Article 6: L'abattage doit s'effectuer de manière à occasionner le moins de bris possible d'arbres voisins.

Article 7: Dans le cas où les voies d'évacuations de toute autre nature ouvertes par le titulaire du titre d'exploitation croisent une voie publique, celui-ci est tenu de maintenir les croisements en parfait état de viabilité et de visibilité.

Article 8: Le concessionnaire est autorisé à abattre tous les arbres dont l'évacuation est rendue nécessaire par le tracé des routes d'évacuation ou pour la confection d'ouvrages d'art. S'il s'agit d'arbres marchands, ils sont portés au carnet de chantier après numérotage, mais ne donnent pas lieu au paiement du prix de vente et de toutes taxes afférentes lorsqu'ils sont utilisés pour la construction de ponts ou d'ouvrages relatifs aux routes forestières.

Article 9: Le concessionnaire est autorisé à couper tous bois légers nécessaires à l'équipement en flotteurs de radeaux de bois lourds. Si ces équipements accessoires constituent des bois marchands, ils sont soumis au paiement du prix de vente et des taxes afférentes.

Article 10: Le concessionnaire est tenu d'effectuer la matérialisation des limites artificielles de la concession et de chaque assiette de coupe annuelle. Les limites entre les UFA et les limites entre les assiettes annuelles de coupe sont matérialisées par un layon de deux mètres de large où toute végétation herbacée, arbustive et liane est coupée au ras du sol et où tous les arbres non protégés de moins de quinze (15) cm de diamètre sont abattus. En outre, l'exploitant est tenu de marquer à la peinture les arbres situés sur le layon.

Article 11: Pendant la durée de la convention, l'exploitation de la concession se fait conformément aux prescriptions du plan d'aménagement, après l'ouverture des limites tel que décrit à l'article 10 ci-dessus, après l'inventaire systématique de tous les arbres ayant atteint leur diamètre minimum d'exploitabilité et la retranscription de cet inventaire sur une carte au 1:5 000. Cette carte indique également les voies d'évacuation à mettre en place.

Le concessionnaire ne doit récolter que les arbres marqués lors de l'inventaire d'exploitation et qui sont localisés sur la carte forestière au 1:5 000 annexée au permis annuel d'intervention.

Article 12 : En matière de protection de l'environnement, le concessionnaire s'engage à mettre en oeuvre au minimum les mesures suivantes, qui sont définies dans le plan d'aménagement :

(1) **Routes et pistes :** L'emprise des routes d'évacuation, et les densités des routes et pistes seront réduites au maximum afin d'éviter des trouées importantes dans la forêt.

(2) **Ponts :** Ils seront construits de manière à ne pas changer les directions naturelles des cours d'eau, afin de ne pas perturber l'alimentation en eau des populations, et d'éviter les inondations permanentes qui sont préjudiciables à la survie des espèces d'arbres non adaptées au milieu hydromorphe.

(3) Technique d'exploitation : Il s'agira de minimiser au maximum les dégâts causés par les chutes d'arbres, notamment par une orientation adéquate lors de l'abattage.

(4) Usage des produits de traitement de bois : L'usage des produits toxiques de traitement du bois se fera sous stricte surveillance, dans le cadre des lois et règlements en vigueur afin d'éviter la pollution des eaux et de la flore.

(5) Réduction de l'impact sur la faune sauvage : le concessionnaire s'engage à mettre à la disposition de son personnel, au prix coûtant, des sources de protéines autres que la viande de chasse. Toutes les activités liées à la chasse commerciale sont interdites dans le cadre de l'exploitation forestière. Il s'agit notamment de la chasse elle-même, du commerce de la viande, du transport par des véhicules de la société, et du commerce d'armes ou de munitions. Le concessionnaire informera le personnel et appliquera un régime disciplinaire strict à l'égard de tout agent contrevenant.

B - CLAUSES PARTICULIÈRES

Article 13: Charges financières

Ces charges sont fixées pour chaque année budgétaire par la Loi de Finances. Le paiement de ces charges se fait conformément à la réglementation en vigueur. Les charges financières comprennent:

CHARGE FINANCIÈRE ou TAXE	TAUX
La redevance forestière annuelle assise sur la superficie	Taux plancher fixé par la Loi de Finances (1 000 FCFA/ha/an) plus l'offre additionnelle du titulaire de 3 250 FCFA/ha/an = 4 250 FCFA/ha/an
La taxe d'abattage	Fixé par la Loi de Finances
La taxe à l'exportation	Fixé par la Loi de Finances

Article 14: Participation à la réalisation d'infrastructures socio-économiques

Le concessionnaire est réputé participer financièrement à la réalisation d'infrastructures socio-économiques par le pourcentage de la redevance forestière qui est fixé annuellement par la loi des finances et qui doit être reversé au profit des communautés.

Tous les autres engagements du concessionnaire devront être négociés avec les populations intéressées lors des réunions de concertation préalables au classement de la concession et seront consignés dans le cahier des charges de la convention définitive d'exploitation.

Toutefois, le concessionnaire doit assurer à l'égard des ayants droits de l'entreprise les conditions sanitaires et sociales convenables (soins de santé primaire, scolarisation, approvisionnement en eau potable, sécurité alimentaire, qualité de l'habitat, hygiène et prévention sanitaire, emploi, formation et valorisation des parcours professionnels, sécurité liée à l'activité professionnelle des salariés, développement socioculturel et accès à l'information).

Article 15: Production des données relatives aux linéaires créés et/ou entretenus

Le concessionnaire est tenu de collecter et de produire les informations sur le réseau routier qu'il crée et/ou qu'il entretient à l'intérieur et à l'extérieur de son titre d'exploitation, conformément aux dispositions de l'arrêté N° 0103/MINFOF du 07 Novembre 2013. 

Article 16: Obligations en matière de transformation du bois et d'installation industrielle

Conformément au contrat de partenariat industriel avec la Société GRACOVIR INTERNATIONAL Sarl, les bois de cette concession approvisionneront exclusivement l'usine de transformation de la dite société sise à Yaoundé.

**LE TITULAIRE DE LA
CONCESSION FORESTIERE**

En ab approuvé.



Jules ESQUENET



**LE MINISTRE DES FORETS
ET DE LA FAUNE**



Ngcle Philip Ngwese